

CCT du 21 juin 2017 relative aux groupes à risque et aux emplois-tremplins

Chapitre I - Dispositions introductives.

Article 1. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises relevant de la compétence de la Commission paritaire de l'ameublement et de la transformation du bois.

Art. 2. Elle est conclue en exécution de :

- la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), Titre XIII, Chapitre VIII, Section 1^{re}. - Effort en faveur des personnes appartenant aux groupes à risque ;
- l'AR du 19 février 2013 portant exécution de l'article 189, quatrième alinéa, de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I).

Cette CCT doit être lue conjointement avec la CCT sectorielle relative à la politique sectorielle de formation et du marché du travail.

Chapitre II – Cotisation patronale

Art. 3. Les employeurs sont redevables au Fonds de sécurité d'existence, pour la période allant du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018, d'une cotisation de 0,15 % (sur les salaires à 108 %), calculée sur la base du salaire total des ouvriers (ouvrières), tel que visé à l'article 23 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés et les arrêtés d'exécution de cette loi.

Art. 4. Cette cotisation est comprise dans la cotisation patronale au Fonds de sécurité d'existence. Sa perception se fait par les soins de l'ONSS.

Le Fonds de sécurité d'existence subventionne, à l'aide de cette cotisation, l'élaboration d'initiatives prises en la matière par le centre sectoriel de formation Woodwize ASBL.

Chapitre III – Initiatives et groupes cibles

Art. 5. Les parties signataires conviennent d'utiliser, pour la période allant du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018, les moyens tels que prévus ci-dessus pour :

- l'élaboration de projets de formation pour les personnes issues des groupes à risque, tels que décrits ci-dessous ;
- les emplois-tremplins, tels que décrits à l'article 7, §2 ;
- la couverture des frais de fonctionnement de l'ASBL Woodwize dans ce cadre.

Art. 6. Elles veulent, ce faisant, atteindre les groupes cibles suivants :

§1. les ouvriers/ouvrières occupés dans une entreprise du secteur. Pour ceux-ci, des efforts particuliers doivent être fournis en vue d'accroître leur employabilité. Ils peuvent être confrontés à l'introduction de nouvelles technologies ou à une modification de l'organisation du travail.

§2. les futurs travailleurs. Les personnes suivantes sont comprises dans cette catégorie :

- 1°. les jeunes à scolarité obligatoire partielle et les élèves des formations en alternance ;
- 2°. les jeunes demandeurs d'emploi ;
- 3°. les autres demandeurs d'emploi, indépendamment de leur âge.

§3. La troisième catégorie concerne les ouvriers et ouvrières confrontés à un licenciement consécutif à une fermeture, une restructuration ou une réduction de l'entreprise.

§4. les groupes cibles particuliers suivants, tels que visés dans l'AR du 19 février 2013 :

1° les travailleurs âgés de 50 ans au moins travaillant dans le secteur ;

2° les travailleurs âgés de 40 ans au moins travaillant dans le secteur et menacés par un licenciement ;

a) soit parce qu'il a été mis fin à leur contrat de travail moyennant un préavis et que le délai de préavis est en cours ;

b) soit parce qu'ils sont occupés dans une entreprise reconnue comme étant en difficultés ou en restructuration ;

c) soit parce qu'ils sont occupés dans une entreprise où un licenciement collectif a été annoncé ;

3° les personnes inoccupées et les personnes qui travaillent depuis moins d'un an et qui étaient inoccupées au moment de leur entrée en service. Par personnes inoccupées, on entend :

a) les demandeurs d'emploi de longue durée, à savoir les personnes en possession d'une carte de travail visée à l'article 13 de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 de promotion de mise à l'emploi des demandeurs d'emploi de longue durée ;

b) les chômeurs indemnisés ;

c) les demandeurs d'emploi qui sont peu qualifiés ou très peu qualifiés au sens de l'article 24 de la loi du 24 décembre 1999 de promotion de mise à l'emploi ;

d) les personnes qui, après une interruption d'au moins une année, réintègrent le marché du travail ;

e) les personnes ayant droit à l'intégration sociale en application de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale et les personnes ayant droit à une aide sociale en application de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale ;

f) les travailleurs qui sont en possession d'une carte de réduction restructurations au sens de l'arrêté royal du 9 mars 2006 relatif à la politique d'activation en cas de restructurations ;

g) les demandeurs d'emploi qui ne possèdent pas la nationalité d'un État membre de l'Union européenne ou dont au moins l'un des parents ne possède pas cette nationalité ou ne la possédait pas au moment de son décès ou dont au moins deux des grands-parents ne possèdent pas cette nationalité ou ne la possédaient pas au moment de leur décès ;

h) les demandeurs d'emploi âgés de moins de 26 ans.

4° les personnes avec une aptitude au travail réduite, c'est-à-dire :

- les personnes qui satisfont aux conditions pour être inscrites dans une agence régionale pour les personnes handicapées ;

- les personnes avec une inaptitude au travail définitive d'au moins 33 % ;

- les personnes qui satisfont aux conditions médicales pour bénéficier d'une allocation de remplacement de revenu ou d'une allocation d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées ;

- les personnes qui sont ou étaient occupées comme travailleurs du groupe cible chez un employeur qui tombe dans le champ d'application de la commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux ;

- la personne handicapée qui ouvre le droit aux allocations familiales majorées sur la base d'une incapacité physique ou mentale de 66 % au moins ;

- les personnes qui sont en possession d'une attestation délivrée par la Direction générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale pour l'octroi des avantages sociaux et fiscaux ;
- la personne bénéficiant d'une indemnité d'invalidité ou d'une indemnité pour accident du travail ou maladie professionnelle dans le cadre de programmes de reprise du travail ;

5° les jeunes qui n'ont pas encore 26 ans et qui suivent une formation, soit dans un système de formation en alternance, soit dans le cadre d'une formation professionnelle individuelle en entreprise telle que visée par l'article 27, 6°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, soit dans le cadre d'un stage de transition visé à l'article 36quater du même arrêté royal du 25 novembre 1991.

Art. 7. Les parties signataires s'engagent à offrir aux jeunes, par le biais d'un emploi-tremplin, des opportunités de travail dans le secteur. Tout jeune âgé de moins de 26 ans et appartenant aux groupes à risque énumérés à l'article 6, §4, entre en considération pour un emploi-tremplin. Pour ce groupe cible, l'effort s'élève à 0,05 % de la masse salariale, comme prévu à l'Art. 2, 1° de l'AR du 26 novembre 2013.

Il est ainsi également satisfait à l'effort d'au moins 0,05 % de la masse salariale, prévu dans l'AR du 19 février 2013 pour les groupes à cible mentionnés à l'article 6, §4.

L'ASBL Woodwize reçoit la mission de développer des actions de soutien et supplémentaires dans ce cadre.

Chapitre VI - Dispositions finales

Art. 8. Cette convention collective de travail est conclue pour une durée déterminée du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

Art. 9. Les parties signataires demandent que la présente convention collective de travail soit rendue obligatoire par arrêté royal.

Hoofdstuk I – Inleidende bepalingen

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, arbeiders en arbeidsters van de ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking.

Art. 2. Zij wordt gesloten in uitvoering van:

- de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (1), titel XIII, hoofdstuk VIII, afdeling 1 - inspanning ten voordele van personen die behoren tot risicogroepen.
- Het KB van 19 februari 2013 tot uitvoering van artikel 189, vierde lid van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (1)

Deze cao moet worden gelezen in samenhang met de sectorale cao betreffende het sectoraal opleidings- en arbeidsmarktbeleid.

Hoofdstuk II – patronale bijdrage

Art. 3. De werkgevers zijn voor de periode van 1 januari 2017 tot en met 31 december 2018 aan het Fonds voor Bestaanszekerheid, een bijdrage van 0,15 % (op de lonen aan 108%) verschuldigd, berekend op grond van het volledig loon van de arbeiders(sters), zoals bedoeld in artikel 23 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers en de uitvoeringsbesluiten van deze wet.

Art. 4. Deze bijdrage is inbegrepen in de patronale bijdrage aan het Fonds voor Bestaanszekerheid. De inning ervan gebeurt door toedoen van de RSZ.

Met deze bijdrage betoelaagt het Fonds voor Bestaanszekerheid het sectorale opleidingscentrum Woodwize vzw, voor de uitwerking van de initiatieven ter zake.

Hoofdstuk III – initiatieven en doelgroepen

Art. 5. De ondertekenende partijen komen overeen om voor de periode van 1 januari 2017 tot en met 31 december 2018 de middelen zoals bepaald hierboven aan te wenden voor:

- de uitwerking van opleidingsprojecten voor personen die behoren tot de risicogroepen, zoals hieronder omschreven;
- de ingroeibanen, zoals in artikel 7, §2 omschreven
- de dekking van de werkingskosten van Woodwize vzw in dit kader;

Art. 6. Zij willen daarbij de volgende doelgroepen bereiken:

§1. de arbeiders/sters, in dienst van een onderneming van de sector. Voor hen moeten bijzondere inspanningen worden geleverd om hun inzetbaarheid te vergroten. Zij kunnen geconfronteerd worden met de invoering van nieuwe technologieën of met een wijzigende arbeidsorganisatie.

§2. de toekomstige werknemers. Tot deze categorie behoren de volgende personen

- 1°. de deeltijds leerplichtigen en leerlingen in alternerende opleidingen
- 2°. de jonge werkzoekenden
- 3°. de andere werkzoekenden, ongeacht hun leeftijd.

§3. De derde categorie betreft de arbeiders/sters die worden geconfronteerd met ontslag ingevolge sluiting, herstructurering of afslanking van de onderneming.

§4. de volgende bijzondere doelgroepen, zoals bepaald in het KB van 19 februari 2013

1° de werknemers van minstens 50 jaar oud die in de sector werken;

2° de werknemers van minstens 40 jaar oud die in de sector werken en bedreigd zijn met ontslag:

- a) hetzij doordat hun arbeidsovereenkomst werd opgezegd en de opzeggingstermijn loopt;
- b) hetzij doordat zij tewerkgesteld zijn in een onderneming die erkend is als onderneming in moeilijkheden of in herstructurering;
- c) hetzij doordat zij tewerkgesteld zijn in een onderneming waar een collectief ontslag werd aangekondigd;

3° de niet-werkenden en de personen die sinds minder dan een jaar werken en niet-werkend waren op het ogenblik van hun indiensttreding. Onder niet-werkenden wordt verstaan :

- a) de langdurig werkzoekenden, zijnde de personen in het bezit zijn van een werkkaart, bedoeld in artikel 13 van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot bevordering van de tewerkstelling van langdurig werkzoekenden;
- b) de uitkeringsgerechtigde werklozen;
- c) de werkzoekenden die laaggeschoold of erg-laaggeschoold zijn in de zin van artikel 24 van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de tewerkstelling;
- d) de herintreders, zijnde de personen die zich na een onderbreking van minstens één jaar terug op de arbeidsmarkt begeven;
- e) de personen die gerechtigd zijn op maatschappelijke integratie in toepassing van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie en personen die gerechtigd zijn op maatschappelijke hulp in toepassing van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- f) de werknemers die in het bezit zijn van een verminderingsskaart herstructureringen in de zin van het koninklijk besluit van 9 maart 2006 betreffende het activerend beleid bij herstructureringen;
- g) de werkzoekenden die niet de nationaliteit van een lidstaat van de Europese Unie bezitten, of van wie minstens één van de ouders deze nationaliteit niet bezit of niet bezat bij overlijden, of van wie minstens twee van de grootouders deze nationaliteit niet bezitten of niet bezaten bij overlijden;
- h) de werkzoekenden die nog geen 26 jaar oud zijn.

4° de personen met een verminderde arbeidsgeschiktheid, namelijk :

- de personen die voldoen aan de voorwaarden om ingeschreven te worden in een regionaal agentschap voor personen met een handicap;
- de personen met een definitieve arbeidsongeschiktheid van minstens 33 %;
- de personen die voldoen aan de medische voorwaarden om recht te hebben op een inkomensvervangende of een integratietegemoetkoming ingevolge de wet van 27 februari 1987 op de tegemoetkomingen aan personen met een handicap ;
- de personen die als doelgroepwerknemer tewerkgesteld zijn of waren bij een werkgever die valt onder het toepassingsgebied van het Paritair Comité voor de beschutte en de sociale werkplaatsen;
- de gehandicapte die het recht op verhoogde kinderbijslag opent op basis van een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van minstens 66 %;

- de personen die in het bezit zijn van een attest afgeleverd door de Algemene Directie Personen met een Handicap van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid voor het verstrekken van sociale en fiscale voordelen;
- de persoon met een invaliditeitsuitkering of een uitkering voor arbeidsongevallen of beroepsziekten in het kader van programma's tot werkhervatting;

5° de jongeren die nog geen 26 jaar oud zijn en opgeleid worden, hetzij in een stelsel van alternerend leren, hetzij in het kader van een individuele beroepsopleiding in een onderneming, bedoeld in artikel 27, 6°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, hetzij in het kader van een instapstage, bedoeld in artikel 36quater van hetzelfde koninklijk besluit van 25 november 1991.

Art. 7. De ondertekenende partijen engageren zich om jongeren, via een ingroeibaan, werkkansen te bieden in de sector. Elke jongere die nog geen 26 jaar oud is en tot de risicogroepen behoort, weergegeven in artikel 6, §4, komt in aanmerking voor een ingroeibaan. Voor deze doelgroep bedraagt de inspanning 0,05 % van de loonmassa, zoals bepaald in art. 2, 1° van het KB van 26 november 2013.

Op deze wijze wordt ook voldaan aan de in het KB van 19 februari 2013 voorziene inspanning van ten minste 0,05% van de loonmassa voor de doelgroepen vermeld in artikel 6, §4.

Woodwize vzw krijgt de opdracht om in dit kader ondersteunende en bijkomende acties te ontwikkelen.

Hoofdstuk IV - Eindbepalingen

Art. 8. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor een bepaalde duur van 1 januari 2017 tot en met 31 december 2018.

Art. 9. De ondertekenende partijen vragen dat deze collectieve arbeidsovereenkomst algemeen verbindend zou verklaard worden per koninklijk besluit.